

19 mars 2009

La journée de grève et de manifestations du 29 janvier a été un grand succès mais pour autant rien n'a vraiment changé. Le président de la République a essayé avec quelques annonces de nous faire croire qu'il avait pris la mesure de la situation. Dans le fond, il n'en est rien. **Pour lui, c'est catégorique :**

L'augmentation du SMIC, **c'est non ;**

l'augmentation des salaires, **c'est non ;**

l'augmentation des pensions, **c'est non ;**

l'augmentation des minimas sociaux, **c'est non ;**

l'annulation du bouclier fiscal, **c'est non ;**

l'arrêt de la casse du service public en ne remplaçant pas un départ en retraite sur deux, **c'est non.**

Bien sûr, pour lui :

Les licenciements, "ce n'est pas bien" ; lorsqu'en plus les entreprises font d'énormes bénéfices, "ce n'est pas bien du tout", **mais que peut-il faire ?**

Lorsque les entreprises ont de plus en plus recours au chômage partiel, ce n'est encore et toujours "pas bien", **mais que peut-il faire ?**

Rien, parce ce monsieur n'est en place que dans l'**unique intérêt de ses amis** grands patrons des multinationales. Ces grandes entreprises dont les bénéficiaires se portent encore très bien malgré la crise. Ces grandes sociétés qui n'augmentent pas les salaires, qui utilisent le chômage partiel de plus en plus souvent, qui licencient mais n'oublient pas de verser à leurs actionnaires **des dividendes bien juteux.**

Le 19 mars doit être plus puissant que le 29 janvier mais il est clair qu'une énième journée de grève ne saurait être la réponse face à des dirigeants qui n'ont aucun désir de négocier.

Alors, que faire?

Tout simplement regarder du côté de la Guadeloupe, des Antilles, de la Réunion.

Les syndicats, les associations, des partis politiques ont compris qu'il était nécessaire de rassembler leurs forces dans un grand mouvement de revendication.

Ils l'ont compris parce que les femmes et les hommes de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion ont décidé de prendre leur destin en main. Ils savaient que le combat serait long mais qu'il fallait le mener.

Et si leur combat a été si long, c'est que le gouvernement refusait de céder, de crainte que les métropolitains ne s'engouffrent dans la brèche.

Alors donnons raison à nos camarades des DOM et des TOM : suivons et prolongeons leur exemple, rassemblons nos forces contre la féroce volonté de ce gouvernement d'achever la casse libérale dans le temps même où le libéralisme détruit toute vie sous son joug,

faisons la grève illimitée !...